

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 6 décembre 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant transformation de Belgacom en société anonyme de droit public et fixant ses statuts", a donné le 13 décembre 1994 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 6 december 1994 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de omvorming van Belgacom in naamloze vennootschap van publiek recht en de vaststelling van haar statuten", heeft op 13 december 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Ces textes sont pris en exécution du projet de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Le dit projet a été voté à la Chambre et approuvé en Commission du Sénat. Il sera voté au Sénat le 8 décembre 1994.

L'urgence caractérise les projets précités d'arrêté et de statuts car leur entrée en vigueur conditionne la réalisation d'une opération permettant à notre pays de respecter cette année les normes de convergence en finances publiques résultant du Traité de Maastricht".

*

*

*

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Selon la jurisprudence constante de la section de législation, le Conseil d'Etat n'examine pas les arrêtés d'exécution d'une loi avant la sanction et la promulgation de celle-ci.

.../...

La loi dénuée d'intitulé mais portant modification de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé a été promulguée le 12 décembre 1994. Son texte a été communiqué au Conseil d'Etat le même jour.

C'est à partir de ce moment que le Conseil d'Etat a été valablement saisi de la demande d'avis et que le délai de trois jours, prévu à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur la Conseil d'Etat, a commencé à courir.

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

Le texte néerlandais de l'intitulé devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule.

1. A l'alinéa 1er, il n'y a pas lieu de viser l'article 38, §§ 4, 5 et 6 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, qui ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet.

.../...

L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 59/2, §§ 1er et 3, y inséré par la loi du 12 décembre 1994;"

2. Ni l'avis de l'inspection des finances, ni l'accord du Ministre du Budget n'ont été demandés. Interrogé à ce sujet, le délégué du Gouvernement a répondu que :

"... les dispositions en projet n'exerceront aucune influence directe ou indirecte sur les dépenses ou recettes de l'Etat".

Dispositif.

Article 3.

Selon les deuxième et troisième phrases de l'article 3 de l'arrêté en projet :

"... L'assemblée peut se faire assister à cet effet par un expert-comptable désigné par elle. La rémunération de l'expert-comptable incombe à Belgacom".

Ces deux phrases sont inutiles et doivent être omises dès lors qu'il est au pouvoir de l'assemblée générale, conformément au droit commun, de désigner un ou plu-

.../...

sieurs experts-comptables afin de lui faire rapport sur la situation financière de la société anonyme et sur la reddition des comptes. Il va également de soi que les frais d'une telle expertise incombent à la société.

Article 4.

Il convient d'éclairer, dans le rapport au Roi, la portée de cette disposition, notamment en ce qu'elle donne au ministre le pouvoir de "compléter toute formalité". En tout état de cause, ce pouvoir ne peut porter atteinte à celui que le directeur général de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, ou son délégué, tient de l'article 38, § 3, de la loi du 21 mars 1991.

Article 2 de l'arrêté et statuts annexés.

1. Les statuts annexés à l'arrêté ont été établis par le Roi en vertu des pouvoirs qui Lui sont conférés par l'article 59/2, § 1er, de la loi du 21 mars 1991, modifiée par celle du 12 décembre 1994. On ne se trouve donc pas ici dans l'hypothèse, visée aux §§ 1er, 2 et 3 de l'article 38, où les statuts et les modifications y apportées sont l'oeuvre du conseil d'administration et sont soumis à l'approbation royale.

.../...

L'arrêté en projet ne constitue donc pas un acte de haute tutelle administrative qui échappe, en raison de sa nature, à la compétence d'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

Le présent arrêté et son annexe sont, au contraire, des actes de nature réglementaire au sens de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

2. L'article 37 de la loi du 21 mars 1991 prévoit qu'en cas de transformation de BELGACOM en une société anonyme, celle-ci sera soumise "aux dispositions légales et réglementaires de droit commercial qui sont applicables aux sociétés anonymes pour tout ce qui n'est pas expressément autrement prévu par ou en vertu de la présente loi ou par ou en vertu d'une loi spécifique quelconque".

La loi du 21 mars 1991 prévoit effectivement toute une série de dérogations auxdites dispositions légales et réglementaires.

Interrogé sur l'ampleur des dérogations et sur leur fondement, ainsi que sur la conformité des statuts à la loi précitée du 21 mars 1991, le délégué du Gouvernement a transmis au Conseil d'Etat deux tables de concordance, qui sont annexées au présent avis.

.../...

Dans le bref délai qui lui est imparti et compte tenu des nombreux autres projets qui lui sont soumis sous le bénéfice de l'urgence, le Conseil d'Etat n'a pas pu examiner de manière aussi approfondie qu'il l'eut souhaité, si tous les articles des statuts sont conformes, d'une part, aux dispositions de la loi du 21 mars 1991 précitée et, d'autre part, aux dispositions légales et réglementaires du droit commercial applicables aux sociétés anonymes. Les vérifications auxquelles il a procédé n'ont toutefois pas fait apparaître de violation de ces dispositions.

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemples, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

VD.

- 11 -

L. 23.938/9.

ANNEXES.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Ces textes sont pris en exécution du projet de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Le dit projet a été voté à la Chambre et approuvé en Commission du Sénat. Il sera voté au Sénat le 8 décembre 1994.

L'urgence caractérise les projets précités d'arrêté et de statuts car leur entrée en vigueur conditionne la réalisation d'une opération permettant à notre pays de respecter cette année les normes de convergence en finances publiques résultant du Traité de Maastricht".

*

* *

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Volgens de vaste rechtspraak van de afdeling wetgeving onderzoekt de Raad van State geen besluiten tot uitvoering van een wet die nog niet is bekrachtigd en afgekondigd.

De wet tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheids-

.../...

bedrijven en van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, is afgekondigd op 12 december 1994. De tekst ervan is dezelfde dag aan de Raad van State medegedeeld.

Van dat tijdstip af is het dat de Raad van State geldig ter fine van advies geadieerd is en dat de termijn van drie dagen, gesteld in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is ingegaan.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

"... betreffende de omvorming van BELGACOM tot een naamloze vennootschap naar publiek recht en betreffende ...".

Aanhef.

1. In het eerste lid behoort niet te worden verwezen naar artikel 38, §§ 4, 5 en 6, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, daar het niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormt.

.../...

Het eerste lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 59/2, §§ 1 en 3, ingevoegd bij de wet van 12 december 1994;"

2. Noch het advies van de inspectie van financiën, noch de akkoordbevinding van de Minister van Begroting zijn aangevraagd. Daarover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde van de Regering het volgende geantwoord :

"... les dispositions en projet n'exerceront aucune influence directe ou indirecte sur les dépenses ou recettes de l'Etat".

Bepalend gedeelte.

Artikel 3.

De tweede en de derde volzin van artikel 3 van het ontworpen besluit bepalen :

"... De vergadering kan zich daartoe laten bijstaan door een door haar aangewezen accountant. De bezoldiging van de accountant valt ten laste van Belgacom".

Deze beide volzinnen moeten als overbodig vervallen, daar het volgens het gemene recht aan de algemene vergadering toekomt om één of meer accountants aan te

.../...

stellen die haar een verslag moeten voorleggen over de financiële situatie van de naamloze vennootschap en over het rekening en verantwoording doen. Het spreekt eveneens vanzelf dat de kosten van zulk een deskundigenonderzoek voor rekening van de vennootschap zijn.

Artikel 4.

In het verslag aan de Koning moet de draagwijdte van die bepaling nader worden uitgelegd, inzonderheid in zoverre ze de minister de bevoegdheid verleent om "alle formaliteiten te vervullen". Deze bevoegdheid kan hoe dan ook geen afbreuk doen aan de bevoegdheid die de directeur-generaal van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen of diens gemachtigde ontleent aan artikel 38, § 3, van de wet van 21 maart 1991.

Artikel 2 van het besluit en bijgevoegde statuten.

1. De bij het besluit gevoegde statuten zijn door de Koning vastgesteld op grond van de bevoegdheid die Hem verleend wordt door artikel 59/2, § 1, van de wet van 21 maart 1991, gewijzigd bij de wet van 12 december 1994. Het betreft hier dus niet het geval geregeld bij artikel 38, §§ 1, 2 en 3, waarin de statuten en de erin aangebrachte wijzigingen het werk zijn van de raad van bestuur en door de Koning moeten worden goedgekeurd.

.../...

Het ontworpen besluit vormt dus geen handeling van hoog administratief toezicht die wegens de aard ervan niet ter fine van advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State behoeft te worden voorgelegd.

Het onderhavige besluit en de bijlage erbij zijn integendeel handelingen van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

2. Artikel 37 van de wet van 21 maart 1991 schrijft voor dat indien BELGACOM in een naamloze vennootschap wordt omgezet, deze "voor al wat niet uitdrukkelijk anders is geregeld door of krachtens deze titel of door of krachtens enige specifieke wet, onderworpen (is) aan de wettelijke en reglementaire handelsrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen".

De wet van 21 maart 1991 schrijft immers een hele reeks afwijkingen van die wettelijke en reglementaire bepalingen voor.

Op de vraag wat de omvang en de grondslag van die afwijkingen is, en ook of de statuten in overeenstemming zijn met voornoemde wet van 21 maart 1991, heeft de gemachtigde van de Regering aan de Raad van State twee concordantietabellen bezorgd, die bij dit advies zijn gevoegd.

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten en gelet op de vele overige ontwerpen die hem onder aanvoering

.../...

van de dringende noodzakelijkheid zijn voorgelegd, heeft de Raad van State niet even grondig als hij gewenst had, kunnen onderzoeken of alle artikelen van de statuten, enerzijds, in overeenstemming zijn met de bepalingen van voornoemde wet van 21 maart 1991, en, anderzijds, met de wettelijke en reglementaire handelsrechtelijke bepalingen toepasselijk op de naamloze vennootschappen. Uit het onderzoek dat de Raad van State heeft ingesteld, blijkt evenwel niet dat die bepalingen niet zijn in acht genomen.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van een aantal artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men in de artikelen 1 en 4 naar analogie van het voorgestelde opschrift respectievelijk "omgevormd tot een naamloze vennootschap naar publiek recht" en "omvorming ... tot een naamloze vennootschap naar publiek recht". Eveneens in artikel 1 schrijve men : "Belgacom, een autonoom overheidsbedrijf, geregeld ...". In artikel 3 schrijve men : "De algemene vergadering van Belgacom verleent kwijting aan de bestuurders ...".

BIJLAGE.

CONCORDANTIETABELLEN.

1. Wet van 21 maart 1991 (voornaamste bepalingen).**Statuten****Wet van 21 maart 1991**

art. 1	art. 55
art. 3	art. 56
art. 4	art. 41, § 1
art. 7	art. 40, § 1, 39, § 3 en 42
art. 8	art. 40, § 2 en § 3
art. 11	art. 60/1, § 2
art. 12, § 1	art. 39, § 4
art. 13, § 1	art. 60/1, § 3
art. 13, § 2	art. 39, § 4
art. 15	art. 15 en 59/2, § 4
art. 16	art. 18 en 59/2, § 2
art. 17	art. 22, 59 en 59/5
art. 18, § 1	art. 22, § 3
art. 18, § 2	art. 39, § 5
art. 18, § 3	art. 18, § 2, tweede lid
art. 18, § 4	art. 18 en 59/4
art. 19	art. 18, § 5
art. 20, § 1	art. 20, § 2 en 59/4
art. 20, § 2	art. 59/2, § 4
art. 20, § 3	art. 59/2, § 4
art. 20, § 4	art. 21
art. 22	art. 17

.../...

art. 22, § 3	art. 59/3
art. 25	art. 59/2, § 4
art. 26	art. 59/2, § 4
art. 28	art. 21, § 2
art. 29 en 30	art. 23, 24 en 25
art. 34, eerste lid	art. 41, § 3
art. 39, derde lid	art. 39, § 5
art. 41, derde lid	art. 41, § 4
art. 44	art. 62, § 2
art. 48, tweede lid	art. 41, § 5

2. De gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen (voornaamste afwijkingen).

Statuten	GWHV	Rechtsgrond
art. 4, tweede lid 1991	art. 13ter, eerste lid, 4 ^o	art. 41 wet van 21 maart 1991
art. 4, tweede lid 1991	art. 75, tweede lid	art. 41 wet van 21 maart 1991
art. 4, tweede lid 1991	art. 76	art. 41 wet van 21 maart 1991
art. 4, tweede lid 1991	art. 104bis	art. 41 wet van 21 maart 1991
art. 7 van	art. 33bis en 101ter	art. 40, § 1 en 39, § 3 wet van 21 maart 1991
art. 8, § 1	art. 34bis en art. 48	art. 40, § 2 en § 3 wet van 21 maart 1991
art. 13 wet	art. 41, § 2	art. 60/1, § 3 en 39, § 4 van 21 maart 1991
art. 18	art. 53 en 55	art. 18, 39, § 5 en 59/4 wet van 21 maart 1991
art. 20	art. 63	art. 59/2, § 4 en 59/4 wet van 21 maart 1991
art. 30 1991	art. 64	art. 25 wet van 21 maart 1991

LV.

- 19 -

L. 23.938/9.

.../...

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
C. WETTINCK,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.